

Retraites : ce qu'universel ne signifie pas !

*Le gouvernement annonce à grand renfort de publicité une consultation participative sur la réforme des retraites
Il entend changer complètement le système pour mettre en place un système « universel ».*

Cet « universel » ne veut pas dire égal ou équitable

Dire que pour un euro, on aura la même valeur de retraite c'est passer outre le fait que certain-es gagnent beaucoup d'euros et d'autres beaucoup moins. C'est passer sur le fait que les femmes, les précaires, ceux et celles qui ont connu des périodes de chômage ou qui ont dû travailler de façon non-déclarée... auront aussi moins d'euros.

Cet « universel » ne veut pas dire juste

Dans un des systèmes que le gouvernement veut mettre en place, l'espérance de vie moyenne de la génération entrerait en ligne de compte. Mais cette espérance de vie moyenne n'est pas la même quand on est cadre supérieur ou quand on est ouvrier-e dans l'industrie ou le bâtiment ou dans des professions soumises à la pénibilité (reconnue ou non). Les 5 % les plus riches toucheront leur retraite pendant 13 ans de plus que les 5 % les plus pauvres, selon l'Insee !

Cet « universel » ne veut pas dire une retraite sécurisée

Dans les systèmes envisagés on saura ce qu'on paiera chaque année, mais on ne saura qu'à la fin ce qu'on aura comme retraite : c'est un système à cotisation définies et à prestations indéfinies (comme aujourd'hui pour l'Agirc-Arrco).

Le gouvernement cache son jeu, il veut :

- un système où les retraites ne coûteraient pas cher et baisseront (parce que les retraité-es sont « improductif-ves »)
- un système qui encouragera (éventuellement avec des aides fiscales et financières) à prendre en complément des retraites par capitalisations soumis aux aléas de la bourse donc favorables aux marchés financier.
- un système où nous n'aurons plus rien à dire, avec une discussion avec les syndicats réduite à peau de chagrin...

Les gouvernements depuis 1986 ont réformé les retraites et largement dégradé le système actuel, ce qui a des conséquences pour tous-tes mais plus particulièrement pour les travailleur-euses âgé-es qui se retrouvent au chômage, pour les femmes qui ont des carrières heurtées et des métiers moins rémunérés ou en temps partiel subi, pour tous ceux et celles qui ont vécu des formes de précarité au travail, et pour les jeunes qui entrent tard dans des emplois stables.

Il est possible d'arrêter ce massacre de nos droits sans changer de système et en les améliorant.

- en prenant ce qu'il y a de meilleur dans les régimes actuels et en faisant cotiser les dividendes versés aux actionnaires.
- avec une retraite à hauteur de 75% du salaire, et un minimum de pension égal au smic pour une retraite complète ;
- en permettant le départ après 37 ans d'activités, ce qui est la durée moyenne de cotisations validées ;
- par un système redistribution en faveur des personnes qui ont touché le moins dans leur carrière ;
- en assurant que les personnes qui passent d'un régime à l'autre lors d'un changement professionnel n'y perdent pas
- en garantissant le pouvoir d'achat des pensions en les indexant sur le salaire moyen.

Ce qu'il y a d'universel dans ce projet du gouvernement, ce sont les risques pour tous et toutes de voir leurs retraites sérieusement entamées. Ce projet de réforme sert des intérêts particuliers, ceux de celles et ceux qui gagnent le plus, ceux des banques et assurances qui fourniront des complémentaires. Le gouvernement Macron n'a jamais été au service de « l'universel » : il ne défend pas l'intérêt général, il défend ceux de ses clients.

**31 rue de la
Grange aux belles
75 010 Paris**

**Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

